



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 24 décembre 2025

ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 Niort

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **UNITRI**

1 RUE THOMAS EDISON  
ZI LA BERGERIE  
49280 La Séguinière

Références : 0100002311/AA/2025/410  
Code AIOT : 0100002311

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement UNITRI implanté Rue Louis Bordier – 79700 Mauléon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté d'autorisation du 31 mars 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNITRI
- Rue Louis Bordier – 79700 Mauléon
- Code AIOT : 0100002311
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Trinovia (entreprises Brangeon Environnement et Séché Environnement) exploite, pour le compte de la SPL UNTRI, un centre de tri des déchets issus de la collecte sélective dont la capacité annuelle est estimée à 48 000 tonnes. Le centre permettra à terme de trier annuellement 25 000 tonnes de déchets d'emballages et 23 000 tonnes de déchets « multi-matériaux ». L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral n°A6452 du 31 mars 2023 au titre de la rubrique 2714-1 pour un volume de 16 869 m<sup>3</sup> (enregistrement) et déclarée au titre des rubriques 2716-2 pour un volume de 470 m<sup>3</sup> et 2713-2 pour une surface de 106,5 m<sup>2</sup>.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Envois de poussières	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 3.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Bassin d'infiltration (rejet n°1)	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Bassin de régulation (rejet n°2)	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Réseau de collecte des eaux usée (rejet n°3)	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.3.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.3.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 7.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 7.7.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 1.2	Sans objet
2	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 2.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté des modifications importantes à la construction de son centre de tri sans en informer le préfet des Deux-Sèvres, notamment en ce qui concerne les moyens de rétention des eaux potentiellement souillées. Compte tenu des nombreux départs de feu récents, il est essentiel que les moyens de lutte contre l'incendie et les moyens de rétention soient correctement dimensionnés pour répondre aux enjeux du site. Cependant, en raison des modifications apportées sans autorisation préalable, il n'est pas possible d'évaluer correctement le respect du dimensionnement des ouvrages sur le site. En outre, l'exploitant ne respecte pas les dispositions relatives aux moyens de rétention pour lesquels il a été autorisé. Par conséquent, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance afin de démontrer le respect des prescriptions réglementaires ainsi que le dimensionnement correct de ses installations. Ce dossier est en cours d'instruction.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 1.2				
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative				
Prescription contrôlée :				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719  Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ;	Centre de tri des déchets recyclables  <u>Flux de 48 000 t/an :</u> 25 000 t/an d'emballages 23 000 t/an d'emballages et papiers en mélange (« multi-matériaux »)  <u>Volumes :</u> Hall amont : 11 409 m <sup>3</sup> Hall de tri : 3 223 m <sup>3</sup> Hall aval : 2 237 m <sup>3</sup>	16 869 m <sup>3</sup>
2716-2	DC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des	Refus de tri Hall de process : 310 m <sup>3</sup> Hall aval : 160 m <sup>3</sup>	470 m <sup>3</sup>

		eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .		
2713-2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .	Tri des métaux Hall process : 22,5 m <sup>2</sup> Hall aval : 84 m <sup>2</sup>	106,5 m <sup>2</sup>

### Constats :

En début d'inspection, un rappel des différentes dates clés du projet de construction du centre de tri UniTri a été effectué :

- Fin des travaux : 28 février 2025
- Mise en service progressive :
  - Phase d'essai à vide (réglage des machines, etc.) : 3 mars 2025
  - Phase d'essai en charge progressive : Du 17 mars 2025 jusqu'au jour de la présente inspection
- Arrivée des premiers déchets : 17 mars 2025

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le centre de tri n'était pas encore en fonctionnement nominal, mais qu'il atteindrait ce niveau très prochainement.

L'exploitant a également précisé que le centre était en phase d'essai de performance. Cette phase vise à vérifier le bon fonctionnement des installations, notamment à travers l'analyse du taux de captage des déchets ainsi que de la durée des différents process de tri.

Si cette phase d'essai est validée, le centre de tri passera en phase de mise en service industrielle pour une durée de six mois. Dans le cas où la mise en service industrielle ne serait pas validée, l'exploitant disposera d'un mois pour se conformer au cahier des charges initial. Si la mise en service industrielle est validée, le centre de tri entrera en période d'exploitation pour une durée de six ans.

Sans problème particulier, la phase d'exploitation devrait débuter à la fin de l'année 2025.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir réceptionné, trié et envoyé, en 2025, 4800 tonnes de déchets au titre de la rubrique 2714 jusqu'à fin mai ainsi qu'environ 3000 tonnes en juin pour un total estimé à 7800 tonnes lors de la présente inspection.

Au titre de la rubrique 2716, l'exploitant indique avoir renvoyé environ 1200 tonnes de déchets issu du refus de tri. Cela représente 24 % des déchets entrants.

Au titre de la rubrique 2713, l'exploitant indique avoir envoyé 111 tonnes de déchets de métaux à fin mai 2025.

Le volume des déchets présent sur site lors de l'inspection n'a pas été transmis.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit un tableau des flux de déchets entrants sur le site, couvrant la période allant de la date de réception des premiers déchets jusqu'au 1er juillet 2025. Ce tableau inclut notamment les volumes totaux reçus ainsi que les volumes envoyés par catégorie (2714, 2716, 2713). Il permettra également de vérifier le volume de déchets présent sur le site chaque jour d'activité.

Pour rappel, le centre de tri est autorisé à stocker un volume maximal de 16 869 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux, comprenant des papiers, cartons, plastiques, caoutchoucs, textiles et bois, ainsi que 470 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux non inertes correspondant aux refus de tri.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rapport annuel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 2.9

**Thème(s) :** Autre, Rapport annuel

**Prescription contrôlée :**

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment celles récapitulées à l'article 2.8) ainsi que tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

**Constats :**

L'exploitant indique que l'installation n'est pas encore en phase d'exploitation (phase 4). Ce rapport sera transmis à l'inspection chaque année à compter de la date de mise en exploitation du centre de tri.

**Type de suites proposées :** Sans suite



### N° 3 : Envol de poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 3.1.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Émissions diffuses et envols de poussières

**Prescription contrôlée :**

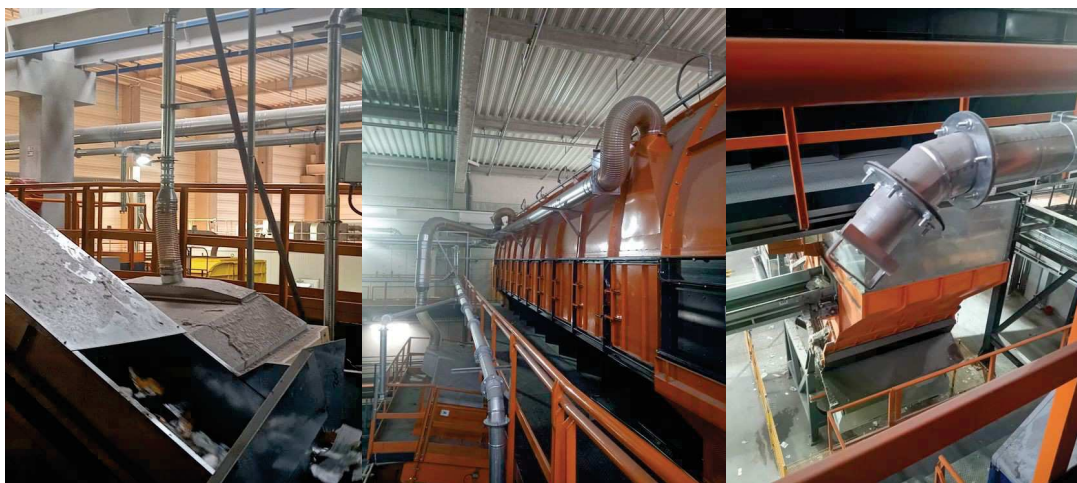
Une installation de dépoussiérage centralisée est installée, comprenant un système d'aspiration avec 57 points d'aspiration dont 24 sur les machines (trommels, séparateurs, goulottes de convoyeurs etc) et 33 points d'aspiration manuels répartis dans le centre de tri. Le débit total du dépoussiéreur, installé à l'extérieur des halls du centre de tri, est de 50 000 m<sup>3</sup>/h. Le dépoussiéreur et ses équipements satisfont à la prévention des risques d'incendie et d'explosion. En amont du filtre de dépoussiérage, une vanne à guillotine se referme automatiquement en cas d'incendie.

Un ramassage régulier des envols pouvant être générés par l'activité est mis en œuvre autant que de besoin.

Si des envols se font à l'air libre, il est possible de les humidifier pour limiter les envols par temps sec.

**Constats :**

Lors de l'inspection, et par sondage, il a été constaté la présence de points d'aspiration sur plusieurs machines, et notamment sur les deux trommels situés le plus à l'est du hall de production. Un point d'aspiration manuel a également été observé près du trommel le plus à l'est du hall de production. L'exploitant indique que les points manuels permettent aux agents d'y installer un tube pour aspirer les plateformes de passage.



L'exploitant a indiqué que le débit mesuré du dépoussiéreur se situe entre 40 000 et 45 000 m<sup>3</sup>/h. Ce débit est mesuré uniquement avec les 24 points d'aspiration fixes. Étant en phase de réception et de test du site, l'exploitant a précisé que cette non-conformité serait corrigée afin de respecter le débit requis de 50 000 m<sup>3</sup>/h.

Par ailleurs, après les premières semaines de test, d'autres points d'aspiration fixes ont été ajoutés sur plusieurs machines.

L'exploitant indique qu'un système d'extinction incendie, sous la forme d'un rideau d'eau, est présent à l'intérieur de la section d'aspiration du dépoussiéreur. Ce système détecte la typologie des poussières aspirées dans la section et se déclenche automatiquement, ce qui permet d'éviter l'aspiration de poussières chaudes ou enflammées directement dans le dépoussiéreur. Ce système est situé entre les deux vannes guillottes.



Deux vannes guillotines ont été observées : l'une est positionnée à l'extérieur du bâtiment, entre le dépoussiéreur et le mur du hall aval, et l'autre se trouve dans le hall de production, derrière le mur séparant le hall aval du hall de production. L'exploitant a indiqué que ces deux vannes sont asservies au système de détection incendie et qu'elles se ferment en cas de détection d'incendie.



Le ramassage des envols est effectué chaque soir. L'exploitant explique que, selon le type d'envols, les déchets sont soit réintroduits dans le système de tri (en cas de bourrage d'une machine), soit traités comme des rebus (en cas d'envol dans un fonctionnement normal).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit à l'inspection la localisation ainsi que le nombre de points d'aspiration, qu'ils soient fixes sur les machines ou manuels, actuellement installés sur le site.

De plus, l'exploitant transmet un rapport attestant d'un débit minimal de 50 000 m<sup>3</sup>/h dès lors que le dépoussiéreur sera correctement dimensionné.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois




#### N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.1.1.1						
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Origine des approvisionnements en eau						
<b>Prescription contrôlée :</b> Le procédé de tri ne consomme pas d'eau. Les consommations d'eau de l'établissement sont liées à l'usage sanitaire.  L'eau utilisée pour l'entretien des espaces verts provient d'une cuve enterrée alimentée par les eaux pluviales de toiture (partie Sud du centre de tri).  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.  Les installations de prélèvement d'eau (hors eau issue des cuves enterrées alimentées par les eaux pluviales de toiture) sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.  Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :						
<table border="1"><thead><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau</th><th>Prélèvement annuel (m<sup>3</sup>/an)</th></tr></thead><tbody><tr><td>Réseau d'eau public AEP</td><td>Mauléon</td><td>1400</td></tr></tbody></table>	Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement annuel (m <sup>3</sup> /an)	Réseau d'eau public AEP	Mauléon	1400
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement annuel (m <sup>3</sup> /an)				
Réseau d'eau public AEP	Mauléon	1400				
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que le procédé industriel ne consomme pas d'eau. Le tri des déchets sur le site s'effectue à l'aide de trommels, puis de différentes machines de tri (optique, courants de Foucault, etc.), et se termine par un tri manuel.  Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu ouvrir les bouches donnant accès à la cuve enterrée utilisée pour l'entretien des espaces verts. Il semble, d'après les observations faites lors de la visite ainsi que sur le plan des réseaux transmis lors de l'inspection, qu'il y ait deux cuves enterrées.  Il existe deux réseaux de prélèvement d'eau sur le site. Le premier est destiné aux besoins en eau pour la lutte contre l'incendie et permet notamment de remplir la cuve pour les moyens de lutte incendie de 1 016 m <sup>3</sup> ainsi que la bache incendie de 300 m <sup>3</sup> . Le second est le réseau d'eau potable pour les besoins sanitaires du site. Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis un relevé d'eau de Suez qui ne permet pas de distinguer clairement les volumes de prélèvement d'eau pour les besoins incendie et sanitaires de manière mensuelle.						
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet un plan actualisé des réseaux du site, en précisant notamment le nombre et le volume des cuves destinées à recueillir les eaux pluviales nécessaires à l'entretien des espaces verts sur place.  De plus, l'exploitant établit un suivi mensuel de la consommation d'eau du site, en différenciant les eaux utilisées pour les besoins sanitaires de celles destinées aux systèmes de lutte contre l'incendie. L'exploitant transmet, depuis la mise en service du site au début de l'année 2025 et						

jusqu'au 1 <sup>er</sup> juillet, le relevé mensuel de la consommation d'eau sur le site, distinguant les usages sanitaires et incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Protection des réseaux d'eau potable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des réseaux d'eau potable
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un disconnecteur ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes est installé sur le réseau AEP et sur le réseau incendie afin d'empêcher tout retour de substance dans les réseaux d'adduction d'eau publique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté, dans un regard situé à l'entrée du site, la présence des réseaux d'eau sanitaire et d'eau incendie. Il apparaît que seul le réseau incendie est équipé d'un disconnecteur. L'exploitant a indiqué qu'un disconnecteur était probablement installé sur le réseau d'eau sanitaire, situé au niveau des locaux. Cependant, l'exploitant n'a pas pu identifier avec certitude, ni sur le réseau sanitaire ni sur le réseau incendie, l'équipement permettant d'empêcher tout retour de substance dans les réseaux d'adduction d'eau publique.</p> 
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant localise précisément le disconnecteur ou tout autre équipement offrant des garanties équivalentes, présent sur le réseau d'eau potable (AEP) ainsi que sur le réseau incendie. Les documents techniques décrivant le ou les systèmes installés pour empêcher tout retour de substance dans les réseaux d'adduction d'eau publique sont transmis à l'inspection, accompagnés de commentaires si nécessaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Bassin d'infiltration (rejet n°1)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin d'infiltration (rejet n°1)
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le bassin d'infiltration récupère les eaux pluviales de toiture des bâtiments situés au Nord du site (7 180 m<sup>2</sup> de toiture). Il dispose d'une surverse vers la zone humide. Son volume de stockage est de 300 m<sup>3</sup>. Il est approvisionné par les eaux pluviales en deux entrées ; celles-ci sont chacune munies d'une vanne et d'un by-pass afin de réorienter ces eaux vers le réseau de collecte du bassin de régulation en cas d'incendie. L'entretien de ce bassin est réalisé sans produit phytosanitaire.</p>
<b>Constats :</b> <p>Selon le nouveau plan des réseaux transmis lors de l'inspection, il apparaît que les eaux de toiture d'une partie du hall aval sont collectées en plus des eaux de toiture des bâtiments situés au nord du site. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser le trajet des eaux de toiture du hall aval.</p> <p>Une surverse a été constatée lors de l'inspection, mais il n'a pas été possible de s'en approcher en raison de la clôture entourant le bassin d'infiltration.</p> <p>L'exploitant confirme que le volume de rétention du bassin d'infiltration est de 300 m<sup>3</sup>. Par sondage, il a été constaté lors de l'inspection que l'implantation du bassin d'infiltration est conforme au plan transmis par l'exploitant.</p>  <p>L'exploitant indique qu'il n'existe plus qu'une entrée au bassin d'infiltration et que cette modification sera détaillée dans le porter à connaissance en cours de rédaction lors de l'inspection. La vanne d'isolement du bassin d'infiltration ainsi que la notice d'utilisation ont été observées lors de la visite. L'exploitant précise que l'écoulement des eaux est gravitaire et que, lorsque le bassin est condamné, les eaux sont dirigées vers le point de rejet n°2.</p> 

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit un plan détaillé de la gestion des eaux pluviales de toiture du site. Ce plan doit préciser, pour chaque surface de toiture (en m<sup>2</sup>), le réseau de collecte des eaux ainsi que leurs exutoires. L'exploitant devra également vérifier que le bassin d'infiltration est correctement dimensionné, en tenant compte de son débit d'infiltration de 10,8 m<sup>3</sup>/h, pour les eaux pluviales supplémentaires du hall aval devant être infiltrées.

Par ailleurs, l'exploitant transmet le porter à connaissance justifiant les modifications apportées à l'implantation des réseaux d'eau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Bassin de régulation (rejet n°2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.3.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bassin de régulation (rejet n°2)

**Prescription contrôlée :**

Le bassin de régulation récupère les eaux pluviales de toiture des bâtiments situés au Sud du site et les eaux de voiries du site (eaux pluviales susceptibles d'être polluées), hors aire de lavage et station service, soit une surface de 19 723 m<sup>2</sup>. Le bassin est étanche. Son volume de stockage est de 850 m<sup>3</sup>.

Un séparateur à hydrocarbures de classe 1 est installé en amont du bassin pour le traitement des seules eaux de voiries à hauteur de 50 L/s. Il est équipé d'une alarme de seuil. Les eaux pluviales de toiture sont déversées directement dans le bassin.

Le bassin sert également à la rétention des eaux d'extinction d'un incendie (cf. §7.5.2). Une vanne d'isolement est installée à cette fin en aval du bassin.

En aval du bassin, un ouvrage de régulation de type régulateur vortex et une cloison siphonide sont installés avant rejet en vue de respecter un débit de fuite maximal de 3 L/s/ha conformément aux dispositions du SDAGE Loire-Bretagne.

L'exutoire est relié au réseau public de gestion des eaux pluviales (point de rejet n°2).

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a signalé que les installations de gestion des eaux sur le site ont été modifiées, et notamment les ouvrages de rétention des eaux potentiellement polluées. Ainsi, le bassin de 1 100 m<sup>3</sup>, initialement prévu dans le dossier initial et l'arrêté préfectoral d'autorisation, n'a pas été construit. Il a été remplacé par deux cuves interconnectées d'un volume total de 649 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a précisé que le remplissage des différentes zones de rétention se fait sur le site actuellement comme suit :

1. Cuve de rétention (649 m<sup>3</sup>), située sous le parking, en remplacement du bassin de rétention.
2. Volume dans les halls (7 cm de rétention) :
  - Hall amont : 199 m<sup>3</sup>
  - Hall de tri : 149 m<sup>3</sup>
  - Hall aval : 120 m<sup>3</sup>
1. Fosses (543 m<sup>3</sup>), correspondant aux passages souterrains des tapis, non prises en compte dans les zones de rétention lors du dossier d'autorisation.

Selon l'exploitant, le volume actuel de rétention sur le site serait donc de 1 660 m<sup>3</sup>. Aucun détail concernant les modes de transfert des eaux polluées d'une zone de rétention à une autre n'a été fourni lors de l'inspection. Ces modifications n'ont pas été notifiées au préfet avant leur réalisation.

L'exploitant a indiqué que ce changement a été effectué afin d'impacter le moins possible la surface proche de la zone humide. Toutes les informations nécessaires à la compréhension des volumes de rétention sont en cours de rédaction dans un porter à connaissance, qui sera transmis prochainement à l'inspection.

Les cuves étant enterrées, il n'existe aucun moyen visuel de vérifier si le volume nécessaire à la rétention des eaux potentiellement polluées en cas d'incendie est présent ou non. L'exploitant semble indiquer qu'une pompe automatique pompe en continu l'eau présente dans la cuve et s'arrête en cas d'incendie.

L'exploitant a mentionné la présence d'un séparateur d'hydrocarbures en amont des cuves. Cependant, sa localisation précise n'a pas été indiquée lors de l'inspection, empêchant ainsi l'inspecteur de constater sa présence. Il en va de même pour le régulateur vortex et la cloison siphonide situés en aval des cuves.

La vanne d'isolement située en aval du bassin a été observée lors de la visite. Cependant, la clé permettant son actionnement n'est ni visible ni située à proximité.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet sans délai le porter à connaissance régularisant les volumes de rétention sur le site. Ce document inclura tous les éléments nécessaires au dimensionnement des besoins de rétention. Le cas échéant, les documents D9 et D9A seront recalculés. Les éléments techniques devront permettre de caractériser clairement l'impact des changements des modes de rétention.

L'ensemble des documents techniques concernant la pompe permettant de vider les cuves de rétention sont transmis à l'inspection.

L'exploitant transmet également la documentation technique ainsi que la localisation précise du séparateur hydrocarbure de classe 1 situé en amont du bassin pour le traitement des seules eaux de voirie à hauteur de 50 L/s. Le séparateur hydrocarbure doit en outre être équipé d'une alarme de seuil.

De même, l'exploitant transmet la documentation technique ainsi que la localisation précise du régulateur vortex et de la cloison siphonide permettant de respecter un débit de fuite maximal de 3 L/s/ha, conformément aux dispositions du SDAGE Loire-Bretagne.

<p>Le porter à connaissance transmis devra contenir les justifications techniques du bon fonctionnement des installations constatées sur site ainsi qu'un argumentaire détaillé concernant les changements effectués par rapport au dossier d'autorisation initial.</p> <p>Enfin, l'exploitant met à disposition, à proximité visible de la vanne d'isolement, une consigne ainsi que la clé nécessaire à l'actionnement de la vanne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Réseau de collecte des eaux usée (rejet n°3)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.3.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseau de collecte des eaux usée (rejet n°3)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux de lavage des engins et les eaux pluviales provenant de la station service sont collectées ensemble puis traitées par un séparateur à hydrocarbures de classe 1, avant rejet dans le réseau d'assainissement de la zone d'activité. Les eaux domestiques sont également évacuées au réseau d'assainissement de la zone d'activité au même point de rejet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux de lavage des engins ainsi que les eaux pluviales provenant de la station-service sont collectées ensemble, mais ne rejoignent pas le réseau d'assainissement. Ces eaux sont désormais collectées et acheminées vers le séparateur à hydrocarbures en amont des cuves de rétention mentionnées précédemment. Par conséquent, le séparateur à hydrocarbures en sortie de la station de lavage n'a pas été installé. Ces eaux sont donc maintenant rejetées au point de rejet n°2.</p> <p>Les eaux domestiques sont évacuées vers le réseau d'assainissement de la zone d'activité au point de rejet n°3.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifie que le séparateur à hydrocarbures situé en amont des cuves de rétention a la capacité de traiter, en plus du flux des eaux de voirie initialement dimensionnées dans le dossier d'autorisation, les eaux de lavage des engins ainsi que les eaux pluviales provenant de la station-service.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



#### N° 9 : Aménagement des points de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 4.3.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement des points de prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour le point de rejet n°2 est prévu un point de prélèvement d'échantillons et de mesure (débit, température, concentration en polluant...). <p>Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir effectué des prélèvements récemment, mais n'a pas pu indiquer l'emplacement exact prévu pour ces prélèvements lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Pour rappel, le point de prélèvement prévu pour le point de rejet n°2 doit être aménagé de manière à être facilement accessible et à permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour faciliter les interventions des organismes extérieurs. L'exploitant identifie clairement l'emplacement du point de rejet et en informe l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 10 : Prévention des nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les murs des halls amont, de tri et aval disposent d'un bardage double peau avec isolant acoustique. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que seuls les murs Est et Sud du hall de tri étaient équipés d'un bardage double peau avec isolant acoustique. Ni cette modification ni l'étude acoustique démontrant la conformité aux prescriptions réglementaires n'ont été portées à la connaissance de l'inspection. L'exploitant a indiqué qu'il transmettrait un porter à connaissance justifiant de la conformité réglementaire de cette modification.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet sans délai le porter à connaissance justifiant la conformité des dispositions constructives des bâtiments en matière de nuisances sonores. Ce document inclura tous les éléments nécessaires permettant à l'inspection d'apprécier le respect des valeurs limites d'émission sonore de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Rétentions et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés au bassin de régulation n°2, étanche, disposant d'une vanne en aval, d'une capacité minimum de 850 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les bâtiments ci-après contiennent à l'intérieur les volumes d'eau suivants :</p> <p>Hall amont : 415 m<sup>3</sup> soit une hauteur de rétention de 10 cm,  Hall de tri : 335 m<sup>3</sup> soit une hauteur de rétention de 10 cm,  Hall aval : 255 m<sup>3</sup> soit une hauteur de rétention de 10 cm.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de rétention initialement autorisé a été remplacé par deux cuves d'un volume total de 649 m<sup>3</sup> (point de constat n°7).</p> <p>L'exploitant indique lors de l'inspection avoir une hauteur de rétention dans les halls de 7 cm. Par ailleurs, il indique pouvoir mettre sur rétention dans les halls les volumes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hall amont : 199 m<sup>3</sup></li> <li>• Hall de tri : 149 m<sup>3</sup></li> <li>• Hall aval : 120 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Les volumes indiqués sont inférieurs à ceux autorisés. La différence de volume stocké pour une hauteur de 7 cm est moindre que pour une hauteur de 10 cm.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hall amont : 41,5 m<sup>3</sup>/cm initialement contre 28 m<sup>3</sup>/cm actuellement</li> <li>• Hall de tri : 33,5 m<sup>3</sup>/cm initialement contre 21 m<sup>3</sup>/cm actuellement</li> <li>• Hall aval : 25,5 m<sup>3</sup>/cm initialement contre 17 m<sup>3</sup>/cm actuellement</li> </ul> <p>Au regard de l'article 7.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, le volume total de rétention doit être de 850 + 415 + 335 + 255 = 1 855 m<sup>3</sup>.</p> <p>Actuellement, et selon le détail transmis par l'exploitant, le volume total de rétention est de 649 + 199 + 149 + 120 + 543 = 1 660 m<sup>3</sup>. Le détail des volumes de rétention est effectué au point de constat n°7.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet sans délai le porter à connaissance régularisant les volumes de rétention sur le site (cf point de contrôle n°7).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Ressources en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/03/2023, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] - Une bache incendie pour les moyens de protection externe de 300 m <sup>3</sup> ; elle dispose d'une aire d'aspiration stabilisée d'une surface de 120 m <sup>2</sup> ; ces équipements sont conformes aux règlements départementaux de défense extérieure contre l'incendie en vigueur ; [...] 
<b>Constats :</b> Lors de la visite, une bache pouvant contenir 300 m <sup>3</sup> et située au nord-ouest du site a bien été constatée. Aucun système permettant de vérifier la hauteur (1,60 m) de la bache n'est présent. Par ailleurs, une aire d'aspiration a également été constatée, mais sa surface n'a pas été vérifiée.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant met en place un système permettant de vérifier la hauteur de la bache, ce qui permettra de contrôler son bon remplissage et donc le volume d'eau disponible en cas d'incendie. De plus, l'exploitant indique si l'aire d'aspiration présente devant la bache respecte la surface réglementaire de 120 m <sup>2</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois